

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



«Still Here», fresque murale de Danielle SeeWalker, 2021, Denver

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

LUTTES ACTUELLES

Résistance aux États-Unis

Lors de mon voyage en Europe, le week-end du 6 juin, j'ai parlé avec des amis du FCE et de Radio Zinzine¹ de la résistance à l'autoritarisme de Trump. J'ai dit qu'il y avait une différence entre maintenant et le premier mandat de Trump: en 2017, il y avait eu des manifestations de masse et en 2025, la résistance s'exprimait différemment, plus silencieusement. Ce n'est plus vrai!

En effet, depuis le 8 juin, une résistance considérable s'est formée contre la politique d'expulsion de Trump et, au moment où j'écris ces lignes, elle s'étend à de nombreuses villes, grandes et petites. Une grande partie de ce que je dis ici sera donc déjà dépassée au moment où vous lirez ces lignes. Le 14 juin, par exemple, 2000 rassemblements *No Kings* sont prévus dans tout le pays pour protester contre l'énorme parade militaire de Trump à l'occasion de son 79e anniversaire et du 250e de l'armée américaine.²

Trump avait ordonné à l'agence de contrôle de l'immigration ICE³ d'intensifier les arrestations et les expulsions, en particulier dans les métropoles démocrates de Los Angeles, Chicago et New York. Les fonctionnaires devaient «faire tout ce qui était en leur pouvoir» pour mener à bien «la plus grande expulsion de masse de l'histoire». Les protestations ne se sont pas fait attendre. Il faut cependant noter que la résistance ac-

tuelle s'inscrit dans le prolongement de trois grands mouvements collectifs de ces dernières années.

Black Lives Matter

Premièrement, les émeutes *Black Lives Matter*, qui avaient débuté en 2020 après l'assassinat de George Floyd, mais s'inscrivaient dans un mouvement plus ancien, pour la vie et la liberté des Noirs. Il s'agit de la poursuite d'une lutte qui a commencé avec le mouvement pour l'abolition de l'esclavage et qui se poursuit aujourd'hui avec deux revendications: *Defund the police* [un slogan qui demande la redistribution des ressources des forces de l'ordre vers des formes non policières de sécurité publique et de soutien communautaire] et *abolish prisons*.

Les mouvements abolitionnistes ont désormais une orientation antiétatique marquée et s'orientent vers l'entraide, même si la plupart d'entre eux ne se revendiquent pas anarchistes.

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au train où va le monde, nous pourrions remplir plusieurs numéros d'Archipel avec des informations terribles – mais l'essentiel est qu'il existe ici et là des résistances à cette folie. Des personnes qui tentent de manière pacifique de montrer d'autres voies. Des voix qui s'élèvent. Des braves qui attirent l'attention par des marches. Des dockers qui refusent de charger des armes sur un bateau... La protestation est de plus en plus forte et – espérons-le – efficace! Dans cet *Archipel*, vous trouverez un mélange d'articles bouleversants (Turquie) et encourageants (États-Unis), ainsi que des textes plus longs, plus ou moins philosophiques. Nous vous souhaitons une bonne lecture, peut-être à l'ombre d'un arbre ou sous un parasol.

Constanze Warta

Résistance anticoloniale et anticapitaliste

Deuxièmement, on trouvait les personnes qui soulignaient l'importance de l'autodétermination collective par rapport au lieu: les mouvements autochtones par rapport à la terre et les mouvements pour la justice vis-à-vis des migrant·es. Les mobilisations contre certains projets d'extraction de matières premières, tels que le *Dakota Access Pipeline*, font partie d'un très long mouvement anticolonial pour

l'autodétermination des autochtones, qui se manifeste sous forme de manifestations et d'actions directes, mais aussi de pratiques de vie quotidiennes que l'État américain voulait faire disparaître: cérémonies autochtones, usage de la langue et utilisation responsable de la terre. Les mouvements pour les droits des migrant·es sont également actifs, sous une forme ou une autre, depuis aussi longtemps que les États-Unis existent. Même s'il peut sembler que les questions relatives aux migrant·es diffèrent de celles des autochtones, voire sont antagonistes, je pense qu'il est judicieux de considérer que les résistances aux États en tant que superpuissances coloniales et capitalistes sur leur propre territoire sont nécessairement liées. Les forces qui surveillent la frontière sont les mêmes que celles qui ont tenté d'expulser et d'exterminer les autochtones de ce continent et les mêmes que celles qui ont imposé l'esclavage. De nombreux peuples autochtones d'Amérique du Nord accueillent les migrant·es, et de nombreuses personnes immigrées en Amérique du Nord sont des peuples autochtones d'autres régions.

Ces mouvements ne sont eux aussi que parfois explicitement anarchistes, bien qu'ils soient généralement opposés aux régimes frontaliers protectionnistes qui permettent la libre circulation des capitaux mais limitent la liberté de mouvement des personnes. Ils ont également contribué à la création de «villes-refuges» et d'autres pratiques locales dans lesquelles les gens ont créé des zones plus sûres, en opposition à ICE et aux contrôles aux frontières.

Solidarité avec les Palestinien·nes

Troisièmement, depuis l'intensification des attaques israéliennes contre l'existence de la Palestine, le mouvement de solidarité a pris un caractère massif, notamment dans les universités où de nombreux camps d'étudiant·es ont été organisés pour demander le retrait du financement de l'occupation israélienne. La question palestinienne est un sujet polarisant au sein de la gauche américaine. Il est important de se rappeler – comme pour les deux autres courants mentionnés ci-dessus – que si Trump a joué un rôle essentiel dans l'intensification de la répression contre tous ces mouvements, l'administration Biden avait elle aussi adopté une position fortement axée sur la loi et l'ordre et sur une politique favorable à la police. Elle s'était également farouchement opposée à l'autodétermination des populations autochtones, appliquait des pratiques d'expulsion terribles et soutenait sans faille le programme génocidaire d'Israël.

Restructuration du gouvernement fédéral

Ces mouvements de masse ont été immédiatement attaqués par l'administration Trump. L'une des différences entre son premier et son second mandat est que ce dernier est organisé de manière beaucoup plus délibérée. Bien que Trump s'en soit distancé pendant

sa campagne électorale, son administration suit de fait le plan de 900 pages détaillé dans le *Project 2025* du *think-tank* conservateur *Heritage Foundation* dont l'objectif est la restructuration du gouvernement fédéral américain. De nombreux décrets de Trump reflètent le plan défini dans le projet 2025. Bien que les décrets ne soient pas des lois, ils guident le travail du gouvernement lui-même. La rapidité avec laquelle Trump a commencé à émettre ces décrets, et leur application inhabituellement large à des domaines qu'ils ne sont pas du tout censés légalement couvrir, s'explique probablement en partie par le plan élaboré par le *Projet 2025*.

Chacun des mouvements sociaux mentionnés ci-dessus a été ciblé par Trump dans le cadre de sa réorientation politique des États-Unis, souvent de manière croisée: son engagement en faveur de la police, du contrôle des frontières et de l'armée s'accorde bien avec son agressivité envers les immigré·es et les migrant·es. Et les deux, la police et l'armée, sont utilisées contre les personnes qui s'engagent activement dans la solidarité avec

la Palestine. Je pense qu'il est juste de dire que la résistance à ces attaques est également coalisée sur ces fronts. Les gens soulignent à juste titre que la police et l'armée des États-Unis – une force d'occupation coordonnée et continue pour défendre le capitalisme – ont toujours été dirigées contre les Noirs, les autochtones et les migrant·es.

Personnes transgenres

L'opposition à Trump vient également d'un large éventail de personnes qu'il attaque le plus violemment. Ces dernières années, les conservateurs ont implacablement ciblé les personnes trans, notamment en leur interdisant ou en les empêchant d'utiliser les toilettes publiques, de jouer dans des équipes sportives ou d'avoir recours à des soins médicaux de réassignation sexuelle. Trump a encore aggravé ces attaques en tentant d'interdire aux personnes trans de posséder des passeports correspondant à leur identité de genre et en les chassant de l'armée. Au-delà de la question de savoir si quiconque devrait vouloir servir dans l'armée américaine, les



Danielle SeeWalker, *G is for Genocide*, 2024

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Juillet-Août 2025 - Nr. 349 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org

personnes trans et les parents d'enfants trans mettent en place des réseaux pour protéger leur droit fondamental à l'autodétermination. Parallèlement, les attaques contre les personnes trans s'intensifient, bien que leur situation juridique ne soit pas claire et que de nombreuses plaintes soient déposées sur la base qu'elles sont inconstitutionnelles ou injustes. Par exemple, au niveau de l'État, il existe des projets de loi qui définissent comme une fraude l'utilisation d'un passeport dont le sexe ne correspond pas à celui assigné à la naissance, ce qui explique pourquoi de nombreuses personnes que je connais ont abandonné tout projet impliquant le franchissement de la frontière américaine.

Les médecins et les cliniques ont brusquement arrêté les traitements en réponse au décret exécutif de Trump («Protecting Children from Chemical and Surgical Mutilation»), car les établissements médicaux qui soignent les enfants trans ont été privés de financement.

S'en prendre aux personnes transgenres et à leurs droits est une première étape clé dans les attaques conservatrices en Amérique du Nord. Mais dans le monde entier, partout où un tournant autoritaire s'est produit, des États-Unis à la Hongrie, nous voyons cette opposition. Les conservateurs désignent l'engagement pour les droits trans, l'accès à l'avortement, le féminisme et l'autodétermination sexuelle en général par le terme «idéologie du genre». Aux États-Unis, l'annulation de l'arrêt fédéral sur l'avortement (Roe v. Wade) en 2022 a eu pour conséquence que la question de savoir si l'avortement devait être criminalisé ou pas est désormais tranchée au niveau des États, et même dans les États où il est encore légal, il est soumis à de fortes restrictions.

Les États qui ont criminalisé l'avortement ont également commencé à poursuivre les personnes qui ont fait des fausses couches (généralement sous le prétexte qu'elles se sont «débarrassées de restes humains de manière inappropriée»). Les initiatives visant à fournir et à soutenir l'accès à la contraception et à l'avortement se multiplient. Dans le meilleur des cas, les mouvements féministes aux États-Unis associent les revendications en matière de justice reproductive à celles en faveur de l'autodétermination des genres, reconnaissant que le programme conservateur vise les deux.

Coalition de la résistance

D'autres formes de résistance au second mandat de Trump se sont répandues et sont en train de se développer de diverses manières. Des personnes issues des milieux libéraux et sociaux-démocrates tentent de rassembler celles et ceux qui se situent à la gauche du Parti républicain dans une «grande coalition» capable d'accueillir des personnes aux approches très diverses. Il s'agit notamment de groupes tels que le *Working Families Party*, 50501 («50 protestations, 50 États, 1 mouvement») qui ont joué un rôle déterminant dans l'organisation des protestations *No King* et *Indivisible*, qui organisent à la fois des petits groupes locaux et font du lobbying et de la campagne électorale.

Au début du mandat de Trump, alors qu'Elon Musk organisait le groupe chargé de procéder à des coupes massives dans les

programmes et les départements gouvernementaux, des manifestations tout aussi surprenantes et généralisées ont éclaté chez les concessionnaires Tesla. Ce qui est très intéressant dans ces approches, c'est qu'un très grand nombre de petits groupes deviennent actifs dans les petites villes et les villages des États-Unis, généralement considérés comme des enclaves conservatrices. Et beaucoup de personnes qui se sont engagées n'avaient jamais participé à une manifestation auparavant; la mobilisation de ces personnes «de gauche modérée» ou centristes pourrait avoir des effets intéressants.

Néanmoins, je trouve que les manifestations de soutien aux migrant·es et aux sans-papiers sont actuellement les plus inspirantes. Alors que Trump tente de provoquer une crise qui justifierait le déploiement de l'armée contre les citoyens ordinaires à Los Angeles, les gens font preuve d'un courage et d'un engagement extraordinaires dans leurs manifestations à travers tout le pays. Les centres de détention pour immigrant·es et les expulsions (vers le Salvador, le Soudan

du Sud, Djibouti ou des centres de détention offshore) sont des lieux clés où l'administration Trump teste son autoritarisme, et il est essentiel que la population refuse massivement d'accepter cette situation comme normale.

Nous pouvons espérer que ces graines de résistance continueront à se répandre, contribuant à un riche écosystème de résistance en Amérique du Nord!

Alexis Shotwell*

*Alexis Shotwell est membre du groupe anarchiste Punch Up Collective à Ottawa, au Canada, où elle travaille également comme professeur de sociologie à l'université Carleton.

1. Alexis Shotwell sur Radio Zinzine: «Sidération et résistance aux États-Unis» <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10401>>
2. Selon *No Kings* et l'*American Civil Liberties Union*, co-organisateur des manifestations, plus de cinq millions de personnes ont participé dans plus de 2100 villes et villages à travers le pays, sans compter dans 20 pays étrangers, dont le Canada, le Japon, le Mexique et plusieurs pays européens.
3. La *United States Immigration and Customs Enforcement* (ICE) est une agence des douanes et de la protection des frontières du ministère de la Sécurité intérieure des États-Unis.

L'AIR DU TEMPS

Ne pas se taire

Au moment où j'écris ces lignes, une nouvelle escalade de la guerre a lieu au Proche-Orient. Netanyahu et Trump, tous deux confrontés à de graves accusations, devaient en effet d'une manière ou d'une autre redorer leur blason, quoi qu'il en coûte (à l'humanité). Et le chef d'État iranien réagit – entre autres – par une répression encore plus forte dans son propre pays. Nous ne savons pas encore comment les choses vont évoluer.

Mais je voulais plutôt citer quelques exemples positifs d'initiatives anti-guerre et de résistance. En plus de la flottille de la paix, dont de nombreux médias ont parlé, d'autres initiatives ont été prises pour stopper l'extermination de la population palestinienne à Gaza et en Cisjordanie.

Contre les armes

Le mercredi 4 juin, les dockers du port de Marseille/Fos-sur-Mer ont refusé de charger 14 tonnes de pièces de mitrailleuses, fabriquées par l'entreprise d'armement française Euro-links, sur un navire à destination de Haïfa. Le lendemain, ils ont constaté que deux autres conteneurs, cette fois remplis de tubes de canons fabriqués par les entreprises françaises Aubert et Duval, devaient être chargés sur le même navire. Les dockers ont également bloqué leur chargement, expliquant qu'ils ne voulaient pas se rendre «complices de massacres». «Nous sommes pour la paix entre les peuples. Nous sommes contre toutes les guerres». Le navire a dû partir sans le matériel de guerre.

Un groupe de dockers génois, «convaincus que la lutte contre le trafic d'armes dans les ports ne peut être gagnée que par des actes», a ensuite annoncé qu'il paralysait l'activité du port italien de Gênes le vendredi suivant à 15 heures. Et dans la partie orientale de l'Europe: quelques mois avant qu'un jeune homme de 21 ans ne tue neuf jeunes ainsi

qu'une enseignante dans son ancien lycée de la ville autrichienne de Graz – un acte terrible qui a endeuillé toute l'Autriche et soulevé de très nombreuses questions – l'enseignement du tir devient obligatoire dans les lycées polonais. Argument du gouvernement polonais: «Se prémunir contre une attaque russe». Mais la majorité de la population interrogée n'est pas d'accord avec cette nouvelle loi. Des voix s'élèvent pour dire que les enfants de 14 ans ne devraient en principe pas avoir affaire à des armes. Il y a déjà eu trop de tragédies dans les écoles!

Marche pour Gaza

La Ligue française des droits de l'homme, plusieurs associations et syndicats ont organisé du 15 au 23 juin une «Marche pour Gaza¹» en dix étapes, de Paris à Bruxelles, en soutien à la population de Gaza. L'objectif était d'attirer l'attention sur le sort de la population de Gaza et d'exiger des mesures de la part des institutions européennes et des chefs d'État et de gouvernements. La marche est arrivée au siège du Conseil de l'Europe à Bruxelles à temps pour la réunion du Conseil des Affaires étrangères. Ce jour-là, il était prévu de discuter, entre autres, «des récents développements au Proche-Orient». Trois jours plus tard se tenait la réunion du Conseil européen, à laquelle participent les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. La situation au Proche-

Orient était également à l'ordre du jour. À l'heure où nous mettons sous presse, nous ne connaissons pas encore les résultats de cette réunion. Voici les revendications: «*Stop au génocide, stop à l'annexion! Nous exigeons de l'Union européenne et de ses États membres:*

- *La suspension immédiate de l'accord d'association entre l'UE et l'État d'Israël*

- *L'arrêt immédiat de toute collaboration militaire et de toute fourniture d'armes à Israël*

- *La mise en œuvre de toutes les mesures permettant l'application de la résolution adoptée le 18 septembre 2024 par l'Assemblée générale des Nations unies afin d'obtenir la fin de l'occupation et de la colonisation, par des sanctions contre Israël*

- *Le respect par tous nos gouvernements des décisions de la Cour internationale de justice (CIJ) visant à mettre fin aux actions du gouvernement israélien qui participent des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide*
Dans toutes les langues de l'Union européenne, faisons entendre nos voix!

L'Union européenne et ses États membres ont les moyens de faire respecter le droit international et les droits humains et, en agissant, de se démarquer et de s'opposer aux crimes en cours et à venir!»

La Hongrie et la marche des fiertés

Prévue le 28 juin en Hongrie, la marche des fiertés a été interdite par le gouvernement réactionnaire de cet État membre de l'UE, qui tente de réprimer l'événement traditionnel de la communauté LGBTIQ+ en invoquant la «*protection de l'enfance*». Un amendement constitutionnel adopté mi-juin par le gouvernement hongrois stipule qu'il n'y a que deux sexes – homme et femme – en Hongrie.

Le député socialiste autrichien Mario Lindner a alors commencé à organiser un voyage de solidarité à la *Budapest Pride* du 28 juin, «*qui aura lieu malgré l'interdiction d'Orbán*». David Stögmüller, membre des Verts, sera également de la partie. Lindner a critiqué la modification de la constitution comme étant «*un nouveau point bas dans la lutte culturelle internationale contre les démocraties diversifiées et ouvertes*». Les modifications constitutionnelles contraires aux droits humains sur le dos des personnes LGBTIQ+ «*visent à détourner l'attention de l'échec économique de la voie autocratique d'Orbán et sont une terrible expression de la panique totale du petit Trump en herbe hongrois face à la baisse de sa cote de popularité et à une opposition de plus en plus populaire*», a commenté le porte-parole du Parti social-démocrate autrichien (SPÖ) pour l'égalité de traitement et LGBTIQ+. Et Stögmüller: «*Orbán montre de manière impressionnante qu'il ne se soucie pas des droits humains. Nous ne pouvons pas nous taire. Nous avons surtout besoin d'un soutien international pour tous ceux et celles qui font preuve de courage et défendent leurs droits en Hongrie*».

Non, nous ne devons pas nous taire, ni ici, ni ailleurs, ni face à la folie guerrière et exterminatrice de ces assassins qui dirigent le monde et de leurs complices.

Constanze Warta
membre FCE - France

1. Voir (ou plutôt écouter!): «*La marche Gaza de Paris à Bruxelles*», sur Radio Zinzine <<http://www.zinzine.domaine-public.net/?ref=10442>>.

TURQUIE

Sous le règne de la nécropolitique*

Depuis l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, le 19 mars dernier, des dizaines de milliers de personnes, principalement des étudiant·es, manifestent en Turquie contre le gouvernement. Nombre d'entre elles et eux ont été arrêté·es et emprisonné·es. Asli Odman est professeur d'urbanisme et de développement régional à l'université Mimar-Sinan d'Istanbul. Elle met en lumière les raisons de cette mobilisation. En tant qu'activiste, Asli est engagée dans les questions écologiques et contre la situation catastrophique de nombreux postes de travail au Centre de sécurité au travail. (1ère partie)

J'enseigne les sciences sociales à Istanbul et j'ai miraculeusement survécu à plusieurs vagues de «nettoyage», c'est-à-dire de licenciements par le gouvernement. Mais je travaille beaucoup plus au sein de la société civile qu'à l'université.

Depuis 2007, nous travaillons sur les décès et la sécurité sur le lieu de travail et nous faisons des reportages sur les travailleur·euses, les enfants, les femmes et les réfugié·es, en nous concentrant sur certains secteurs. Nous essayons de mettre en lumière ce qui se passe. Le lien entre ce type de croissance économique, ce type de capitalisme à court terme et les décès sur le lieu de travail. Et bien sûr, ces derniers sont également liés à différents types d'écocide; les traces peuvent en être détectées à la fois sur le corps humain et dans l'écosystème.

Nous faisons ce travail sur une plateforme appelée ISIG Meclisi <www.isigmeclisi.org>, avec des travailleur·es, des médecins de la santé publique, des avocat·es, des journalistes d'investigation et des ingénieur·es. Indépendamment des secteurs, il y a des personnes qui s'engagent ici. Notre engagement est interclasse, interdisciplinaire et indépendant.

Et bien sûr, notre travail concerne aussi les luttes écologiques. En documentant ce type de mort, la mort lente et la mort immédiate, nous essayons d'être un *think tank* pour les luttes en Turquie. Ces derniers temps, j'ai travaillé sur le thème des centrales thermiques qui utilisent du charbon à faible teneur en calories, ce qui est très polluant.

Depuis quelques temps, nous travaillons beaucoup sur la problématique du démantèlement des navires en Turquie. Avec la nouvelle réglementation de l'Union européenne, tous les navires battant pavillon européen et provenant de pays européens doivent être démantelés dans des chantiers navals disposant d'un certificat européen. La Turquie est le chantier naval le plus proche disposant de ces certificats.

Nous essayons de faire en sorte qu'aucun navire ne soit démantelé ici en Turquie dans des conditions moins écologiques, car cela coûte souvent la vie aux travailleur·euses et nuit bien sûr à l'environnement. Bien sûr, il y a aussi le problème du travail des enfants, donc nous travaillons aussi pour les droits des enfants. Et ce sont surtout les ré-

fugié·es qui sont tué·es dans les secteurs les plus sales, les plus risqués et dans le travail illégal. Sur le chemin de la sensibilisation à ces catastrophes, nous côtoyons également de nombreux/ses ami·es qui travaillent dans le domaine de la migration, c'est-à-dire dans le monde du travail.

Femmes et immigrées

Les féminicides touchent aussi, dans certaines conditions, les anciennes immigrées des villages, car l'agriculture ne peut plus subvenir à leurs besoins dans le contexte néolibéral. La plupart des femmes qui avaient une position ou un statut à la campagne ou dans les villages sont devenues des femmes au foyer isolées lorsqu'elles ont immigré dans les périphéries de la métropole, davantage exposées aux violences domestiques en même temps qu'elles sont dépossédées d'un travail agricole qui tend à disparaître en raison des profondes crises économiques et agricoles de ces dernières années. Cela conduit également à une crise des masculinités et à une augmentation de la violence domestique. Cela a donc éga-



Photo

lement un impact sur le monde du travail, il y a un manque de travail, des pertes d'emploi dans le secteur agricole et également une réelle perte d'emploi et de sécurité pour les femmes. En outre, la crise alimentaire et agricole y est liée. Je ne veux pas réduire les effets du système patriarcal à des raisons uniquement économiques, mais les meurtres d'ouvriers et de femmes sont liés dans la mesure où ils se nourrissent de la même base de crises.

Nous essayons donc de couvrir tout ce qui concerne le monde du travail, qui est vital. En Turquie, pendant des années, il y a eu des mouvements de population, on pense aux Gecekondus¹. Des gens qui sont aussi venus des régions kurdes, quand il y avait beaucoup de problèmes et de violence, qui se sont installés dans des constructions de fortune, précaires et illégales. À cela s'ajoute la vague de plus de trois millions de réfugiés syriens qui, je l'imagine, sont assez exploités. Oui, expulsion, mais aussi expropriation, dépossession. Si on pense à la migration forcée des Kurdes par l'État dans les années 1990, c'est-à-dire les dix pires années de migration forcée, on parle de villes brûlées, de champs brûlés, de forêts brûlées, c'était en réalité une violence ethnique, un écocide.

La fin de l'agriculture

Et maintenant, depuis l'an 2000, c'est le pouvoir du marché qui provoque la migration et la mort de l'agriculture, par le jeu des prix, par la transformation avec des mégaprojets, l'infrastructure des routes principales, des autoroutes, des barrages d'eau. Il n'y a plus d'aide publique pour les agriculteur/trices. Mais il existe des lois qui ont interdit les semences locales – elles doivent désormais être achetées à des entreprises. Tous les aspects de

la vie dans l'agriculture ont été monétisés. De plus, à partir des années 2010, une très grande partie des villages ont été déclarés zones urbaines, ils ont donc été officiellement ouverts à l'urbanisation. Cela a considérablement contribué à la décadence de l'agriculture. Ce sont les deux choses que l'État a provoquées: la migration et la fin de l'agriculture. Aujourd'hui, 70 % des terres sont urbaines et 30 % agricoles. Les rapports de propriété ont également changé, avec une plus grande centralisation des terres. De plus en plus de compagnies minières ou du secteur de la construction achètent des terres en friche ou les utilisent pour centraliser les terrains et introduire le modèle des zones industrielles. Parallèlement, il existe toute une série de terrains en friche qui ont été libérés pour être construits. Le secteur de la construction n'est pas motivé par la demande, mais par tout ce qu'il peut vendre. On assiste donc à un recul massif du nombre de personnes travaillant dans l'agriculture.

Par ailleurs, un nouveau type de commune a été créé: la commune métropolitaine. Dès qu'une province est déclarée commune métropolitaine – Istanbul est la plus ancienne commune métropolitaine –, il n'y a officiellement plus de villages dans cette province. Tous les villages deviennent des districts communaux. La première étape consiste donc à les ouvrir à la construction. La Turquie compte ainsi 30 grandes communes issues des 81 provinces. Après cela, nous pouvons oublier toute activité agricole. Il ne restera plus de terres déclarées comme agricoles.

Les communes, grandes ou petites, les quartiers urbains, achètent donc très rapidement les terres agricoles avant de changer leur fonction.

À l'exception de sa forme industrialisée, l'agriculture n'a pas sa place dans ce type de croissance économique. Et ce processus ne se déroule pas seulement le long de toute la côte, il s'étend à tout le pays! Il touche des zones agricoles très différentes, avec une très grande biodiversité. Les communes métropolitaines sont aujourd'hui partout: au centre de l'Anatolie, sur la côte, dans les montagnes, dans les provinces frontalières. Des communes métropolitaines qui ouvrent toutes les possibilités aux entreprises de construction, mais aussi aux sociétés minières. Nous devons également en parler. Ce qui m'inquiète, ce sont les conséquences à long terme.

Il s'agit d'une forme de capitalisme où la recherche du profit ne connaît pratiquement aucune limite. L'accumulation du capital s'apparente au pillage. Ils envahissent, réalisent le plus gros profit possible, puis se retirent.

Écocide systématique

C'est le nouvel extractivisme. Je vais vous donner quelques chiffres. (Depuis que je les ai étudiés, je ne dors plus très bien.)

L'étude porte sur 20 provinces sur un total de 81. Les 20 pro-

vinces les plus riches en biodiversité, telles que Ordu, Artvin près de la frontière avec la Géorgie, la région autour des montagnes Ida près des Dardanelles, Muğla, etc. Une ONG écologiste a calculé la superficie qui a été attribuée sous forme de différentes licences à des entreprises minières. Cette superficie représente entre 60 et 80 % de la superficie totale de ces 20 provinces. Pouvez-vous imaginer que 63 % de la surface des provinces les plus riches en biodiversité soient attribuées à des entreprises minières pour l'extraction d'or, de chrome, de cuivre, de plomb... ? Il s'agit d'un écocide systématique. L'exploitation minière, la construction et le commerce des déchets sont les réponses du régime autocratique corporatiste pour continuer à accumuler rapidement des capitaux et contrer les effets de la crise économique sur le budget. Vite, vite. À une vitesse vertigineuse, tous les obstacles à l'accumulation de richesses écologiquement destructrice sont éliminés par le régime autocratique. C'est aussi ce qui tue en masse les personnes qui y travaillent.

Outre les décès sur le lieu de travail, jusqu'à 20 personnes meurent chaque jour des suites d'une maladie professionnelle. C'est autant que lors d'une guerre. Le monde du travail est en guerre.

Nous sommes actuellement en guerre, sans qu'elle ait été déclarée. Autour de nous, il y a des guerres, de vraies guerres, mais cette guerre concerne le travail quotidien. C'est une guerre différente.

Travail des enfants

Il y a des millions d'enfants qui travaillent en Turquie. L'État parle d'un million, les sociologues sur place estiment leur nombre à environ deux à trois millions. Selon notre centre pour la sécurité au travail, toute personne de moins de 18 ans qui travaille est un enfant travailleur. Dans nos rapports sur le travail des enfants, nous devons toutefois également documenter des dizaines de décès d'enfants âgés de 4 à 15 ans qui sont considérés au sens classique du terme comme des «*enfants travailleurs illégaux*».

La Turquie est l'une des plus grandes économies mondiales. Elle fait partie du G20. Nous avons documenté la mort d'enfants âgés de 5, 6 ans, qui travaillaient. Quelle contradiction! Certains travaillaient avec leur mère dans l'agriculture, récoltaient des pommes de terre, cultivaient la terre. Il s'agit d'un type de travail illégal qui exploite la migration, les réfugiés: un enfant aide sa mère. Et sur le chemin du champ, ils sont morts ensemble dans des conditions de transport déplorables. Iels sont empoisonnés par des pesticides, noyés dans des systèmes d'irrigation. Iels boivent de l'eau toxique ou sont électrocutés. D'un côté, il y a les enfants qui travaillent avec leur mère dans l'agriculture. Mais il y a aussi ceux qui fréquentent un lycée professionnel supérieur et travaillent dans l'industrie ou l'hôtellerie. Il existe ici un autre nouveau système, appelé «*système réformé des écoles professionnelles supérieures*». Quatre jours de travail et un jour d'école à partir de 14 ans.

Ces jeunes touchent un tiers du salaire minimum sous prétexte qu'ils sont «en formation». Sous ce couvert, ils sont exploités



de couverture de l'ouvrage photographique «Olay» de Emin Özmen, Nusaybin, Turquie, 2015

par le capitalisme, que ce soit dans l'industrie lourde, dans des zones industrielles organisées ou encore dans des hôtels.

Même pendant les vacances scolaires, ces jeunes doivent continuer à travailler. Nous avons recensé 12 décès parmi ces enfants travailleurs. Iels ont péri dans des accidents du travail dans le cadre du système de formation professionnelle organisé par l'État, appelé MESEM! L'État lui-même soutient ainsi le travail des enfants, qui met leur vie en danger! Des jeunes de 14, 15, 16 et 17 ans ont été électrocutés ou sont morts dans des conditions de travail très difficiles. Il s'agit donc d'un système organisé par l'État.

Comme iels constituent la main-d'œuvre la moins chère, iels gagnent 6600 livres, soit moins de 200 euros, et travaillent bien sûr sous une pression énorme, avec moins d'expérience, car ce sont des enfants. Douze enfants sont morts dans ces conditions, sans savoir comment se protéger. Iels ont un contrat d'apprentissage officiel et sont censés «apprendre» un métier. C'est la nouvelle génération de notre société. Dans ce pays, il s'agit actuellement de défendre la vie tout court. La vie de nos enfants!

Jusqu'à présent, nous avons parlé de croissance néropolitique, de la mort lente et immédiate des travailleur·euses migrant·es bon marché et des nouvelles vagues d'extractivisme. Du travail des enfants et du type

d'agriculture qui existe aujourd'hui. Mais il y a aussi la mort à long terme dans les provinces qui se sont ouvertes aux mines, en particulier aux mines d'or, qui utilisent les méthodes et les matériaux les plus dangereux. Il y avait autrefois une grande biodiversité dans ces régions. Si le régime changeait demain et qu'un système social idéal était mis en place, il nous faudrait 50 ou 100 ans pour réparer à peu près ces destructions radicales.

Asli Odman
Istanbul

Entretien réalisé par Nicholas Bell le 14 mars 2025 pour Archipel et Radio Zinzine <<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10149>>.

* Le terme „néropolitique” a été inventé par Achille Mbembe, théoricien du postcolonialisme, politologue et historien camerounais. Ce concept englobe le droit d'infliger la mort sociale ou civile, le droit d'asservir autrui, ainsi que diverses formes anciennes et contemporaines de violence politique.

1. Terme turc désignant un quartier informel, c'est-à-dire un quartier non planifié avec des habitations rudimentaires à la périphérie d'une grande ville, mais qui ne correspond pas à la définition d'un bidonville. Traduit littéralement, cela signifie «construit pendant la nuit». Ces quartiers ne sont plus qu'un vestige de la période comprise entre 1950 et 1980/85. Le capital s'est urbanisé et, en raison de l'augmentation des prix des terrains, cette méthode d'appropriation des terres par les populations migrantes n'est plus possible depuis les années 1990.
2. Ce centre de formation professionnelle, anciennement connu sous le nom de centre de formation des apprentis, a été intégré à l'enseignement formel et obligatoire le 9 décembre 2016.

Au printemps 1525, cette «révolte», comme l'appelaient les contemporains, atteignit son apogée. Pendant plusieurs mois, les paysans et paysannes révoltés triomphèrent. L'autorité et le pouvoir s'effondrèrent, les structures familiales du Saint-Empire romain germanique furent renversées, la fragilité des hiérarchies sociales et religieuses existantes apparut au grand jour. Selon l'historienne Lyndal Roper dans son ouvrage monumental sur la guerre des paysans, les gens commencèrent même à rêver d'un nouvel ordre.

Florian Hurtig constate à ce sujet: «*En avril et début mai 1525, il y a eu des phases où des régions entières étaient contrôlées par des groupes de paysan·nes qui avaient de fait fondé une sorte de gouvernement local. Puis vint la Ligue souabe. Il s'agissait d'une alliance de tous les seigneurs fonciers de la région souabe. Ils ont levé une armée, sont partis en campagne et ont progressivement écrasé les bandes de paysan·nes. Beaucoup se sont enfuies en Suisse, où se sont formés des clubs entiers d'anciens guerriers paysans, où l'élite survivante des guerriers paysans s'est rassemblée avant de repartir en 1526 vers l'Autriche pour déclencher une nouvelle révolte.*»

La création de Dieu appartient à tous

Le tribut sanglant versé lors de la répression des révoltes paysannes fut énorme. Entre soixante-dix et cent mille personnes ont été massacrées par les troupes des princes. Environ un pour cent de la population de la zone de guerre mourut au cours de cet été sanglant – une perte énorme de vies humaines en quelques mois. Thomas Müntzer, le chef le plus connu des armées paysannes, fut capturé le 15 mai 1525 après la bataille de Frankenhausen en Thuringe, puis détenu et torturé dans la forteresse de Heldrungen. Le 27 mai 1525, il fut décapité aux portes de la ville de Mühlhausen, son corps et sa tête exposés à titre de dissuasion.

La vision qui animait les paysan·nes portait sur la relation de l'être humain à la création, et c'est pourquoi elle est encore pertinente aujourd'hui, écrit l'historienne Lyndal Roper. Les gens étaient en colère parce que les seigneurs revendiquaient la propriété des ressources naturelles, de l'eau, des terres communales et des forêts, alors que celles-ci appartenaient à la création de Dieu et donc à tous les humains. Ils étaient en colère parce que les seigneurs leur avaient volé leur liberté et prétendaient la posséder. Mais le Christ, comme l'a montré Luther, nous avait tous rachetés par son précieux sang.

Et aujourd'hui?

Même si aujourd'hui les luttes contre l'accaparement des terres et l'oppression ne sont généralement pas motivées par la religion, elles n'ont en aucun cas disparu à l'échelle mondiale, comme le souligne l'anthropologue culturelle et sociale Lisa Francesca Rail: «*Qu'en est-il aujourd'hui? Je dirais qu'aujourd'hui encore, les paysans et les paysannes, mais aussi les autres personnes qui travaillent dans l'agriculture, c'est-à-dire les bergers et les bergères, les ouvriers agricoles, les pêcheurs et les pêcheuses, etc. sont soumis à une pression massive dans le monde entier pour pouvoir vivre de leur terre et de leur travail, c'est-à-dire pour obtenir un revenu décent, pour gagner leur vie. Et même*

QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

500 ans de guerres paysannes

Il y a 500 ans avait lieu ce qui est probablement le plus grand soulèvement de masse en Europe pour un ordre social plus juste, resté dans l'Histoire sous le nom de «guerre des paysans». À l'époque, c'est la population paysanne qui portait le poids principal du maintien de la société féodale. L'écrasement de la révolte et la poursuite de l'oppression de la paysannerie sont aujourd'hui considérés comme les prémisses du capitalisme moderne. Dans ce contexte, l'expulsion des paysan·es de leurs pâturages et de leurs forêts utilisés collectivement, les «communs», a été un élément clé. (2ème partie)*

L'implantation de l'élevage pastoral en Angleterre à partir de la fin du 15^e siècle est considérée comme un exemple typique de l'accumulation primitive, c'est-à-dire du vol systématique des terres. À cette époque, les propriétaires terriens britanniques ont réussi à exproprier les terres qui servaient auparavant à l'autosuffisance et à les utiliser pour l'élevage de moutons et donc pour la production de laine dans une industrie textile en plein essor. Les terres ont été littéralement clôturées. C'est ainsi qu'est née la célèbre expression «*les moutons mangent les hommes*»: l'élevage ovin des grands propriétaires terriens est devenu le symbole de l'appauvrissement et de la famine d'une grande partie de la population paysanne en Angleterre. Des restrictions similaires ont également été imposées aux paysans et aux paysannes sur le continent européen à la même époque.

Florian Hurtig est auteur d'ouvrages spécialisés et agriculteur dans une ferme solidaire, c'est-à-dire une association de producteur/trices et de consommateur/trices dans le village d'Alfter, près de Bonn. Dans son livre sur les guerres paysannes, qui paraîtra prochainement, il revient en détail sur les événements de l'époque et leur signification pour notre époque: «*Avec l'avènement de l'absolutisme, la situation des paysan·nes s'est progressivement détériorée, c'est-à-dire que les impôts ont augmenté. L'objectif des dirigeants était de mettre tous les paysan·nes au même niveau, à savoir celui des serfs, qui étaient les plus mal lotis. Cela s'est traduit par une augmentation des corvées, des impôts et la suppression des communaux, qui étaient particulièrement importants pour les paysan·nes les plus pauvres. Tout cela a conduit à une explosion sociale et à une révolte populaire massive.*»



Image des Archives nationales du travail

dans les mobilisations et les luttes paysannes d'aujourd'hui, il s'agit en général d'une révolte contre l'exploitation et la dépendance, même si ceux contre lesquels on se dresse ne sont plus des nobles féodaux».

Aujourd'hui, la contestation est généralement dirigée contre les puissantes multinationales agricoles, les groupes semenciers, les fabricants d'engrais et les chaînes de supermarchés. Dans le Sud, par exemple dans les pays d'Amérique latine, d'Afrique ou en Inde, il s'agit souvent d'une question de vie ou de mort. En Europe, la lutte pour la survie des paysan·nes est certes moins dangereuse, mais les structures du marché les mettent fortement à l'épreuve. Afin de défendre ensemble leurs intérêts, les organisations paysannes se sont regroupées au sein d'une alliance mondiale, comme l'explique Franziskus Forster, politologue et lecteur à l'Université de la culture du sol à Vienne:

«Dans notre mouvement La Via Campesina – qui compte 200 millions de membres dans le monde et des organisations sur presque tous les continents, en Amérique latine, dans les pays africains, dans les pays asiatiques – des groupes s'unissent pour défendre ensemble l'autonomie alimentaire. C'est le droit des personnes à déterminer elles-mêmes la manière

dont l'agriculture est pratiquée, la manière dont la production est réalisée, la manière dont la consommation est réalisée, la manière dont la nourriture est distribuée, en plaçant au centre les questions de l'accès à la terre, de l'accès des petit·es paysan·nes aux semences, à l'eau et à de nombreuses autres ressources élémentaires». Il est remarquable que le mouvement de critique du capitalisme de loin le plus important aujourd'hui ne vienne pas des travailleurs et travailleuses, mais des paysans et paysannes. La Via Campesina – en français «la voie paysanne» – a été fondée en 1992 et réunit des millions de petit·es paysan·nes, ouvrier·es agricoles, pêcheur·euses, sans-terre et indigènes de plus de 80 pays. Leurs revendications sont très urgentes, car le monde paysan risque de disparaître, et avec lui la biodiversité et l'approvisionnement régional, comme le souligne Lisa Francesca Rail: «Concrètement, l'exploitation des personnes travaillant dans l'agriculture se traduit aujourd'hui par un déséquilibre des rapports de force avec les industries en amont et en aval, c'est-à-dire avec les fabricants de machines, les distributeurs de semences, les entreprises de transformation telles que les laiteries ou les moulins, ou encore les supermarchés. Pour illustrer cela concrètement: s'il n'y a qu'une seule laiterie dans

la région qui collecte de grandes quantités de lait cru, celle-ci peut imposer aux exploitations agricoles des normes, une fréquence de collecte et parfois même le prix, car les exploitations, en particulier celles qui produisent de grandes quantités de lait, dépendent de la collecte et de l'achat de ce produit périssable.»

Les mouvements de résistance paysanne actuels ne visent pas à idéaliser ou à romancer la vie rurale d'autrefois. Dans notre pays aussi, la vie dans les villages était loin d'être idyllique à bien des égards. Jusqu'aux décennies d'après-guerre, des structures patriarcales sclérosées prévalaient. Mais face à un exode rural persistant, il semble aujourd'hui plus important que jamais de rendre le travail agricole attrayant pour les jeunes et de le revaloriser. Selon Lisa Francesca Rail, cela ne pourra se faire que si le pouvoir de marché des chaînes de supermarchés est réduit. Elle ajoute: «Il en va de même lorsque, comme en Autriche, quelques grandes chaînes dominent massivement le commerce alimentaire de détail. Trois groupes s'y partagent plus de 80 % du commerce de détail alimentaire et exercent un pouvoir considérable sur les producteur/trices.» Florian Hurtig, agriculteur en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, se rallie également à ce constat: «Le problème, bien sûr, c'est qu'aujourd'hui, on n'obtient pas les prix nécessaires pour les produits agricoles, ce qui oblige à produire en masse. En réalité, on ne peut plus vivre que des subventions, qui sont des aides à la surface. Cela signifie que ceux et celles qui ont beaucoup de terres peuvent survivre, mais pas les petit·es. Je considère que c'est le principal problème actuel: les grandes chaînes de supermarchés contrôlent tout le secteur alimentaire.»

Le dumping des prix n'a pas seulement des répercussions négatives sur les producteur/trices, mais aussi – en tant que dernier maillon et souvent le plus faible de la chaîne de production – sur les ouvrier·es agricoles, comme dans le sud de l'Espagne par exemple, où des centaines de milliers de travailleur·euses immigré·es privé·es de leurs droits triment sous des bâches en plastique dans la région d'Almería pour que les supermarchés puissent proposer des concombres, des poivrons et des tomates même en hiver.

Thomas Müntzer et les paysan·nes avec lesquelles il avait conclu un pacte voulaient que la réforme de l'Église par Luther soit suivie d'une révolution des relations sociales. «Chrétien·nes, juif·ves, musulman·nes et païen·nes» figuraient parmi les candidat·es au salut divin selon Müntzer, qui prônait l'universalisme. Les événements de l'époque semblent aujourd'hui très lointains. Pourtant, 70 % de la production alimentaire mondiale provient encore des petit·es agriculteur/trices. Leur survie est liée aux questions urgentes de notre époque: la protection du climat et de la biodiversité, la préservation des terres agricoles en tant que puits de carbone importants et le ralentissement de l'urbanisation. Il en va notamment de notre pain quotidien.

Alexander Behr
membre FCE-Autriche

* Cet article est la 2^e partie de la transcription d'une émission de radio d'Alexander Behr intitulée «500 ans de guerres paysannes - résistance à l'accaparement des terres et à l'exploitation» de la série «Dimensions». L'émission a été diffusée le 15 avril 2025 sur la radio autrichienne Ö1.

La Syrie au bord du gouffre?

Nous publions ici la réaction d'une fidèle lectrice à l'article de Amalia van Gent, publié dans le dernier *Archipel*¹. Effectivement, Amalia a écrit plutôt sur la situation des Kurdes. Nous avons choisi de publier son article parce qu'il complétait celui de Félix Legrand². Nous avons pleinement conscience qu'il s'agit d'une situation extrêmement complexe, qui évolue chaque jour, et notre objectif, comme toujours, est de fournir aux lecteurs et lectrices des pistes pour se faire leur propre opinion.

Je me fie en général aux informations contenues dans *Archipel*, porte-parole d'un journalisme indépendant et sérieux.

J'étais d'autant plus surprise de lire l'article d'Amalia van Gent, «*La Syrie au bord du gouffre*», qui fait suite à l'article de Félix Legrand sur l'évolution politique de HTS². Tandis que Legrand fait une analyse détaillée et nuancée du processus qui a porté HTS et ses alliés au pouvoir, van Gent se limite aux relations de Damas avec les Kurdes du Rojava, aux massacres survenus dans la région de Lattaquié et à Damas, et au projet de constitution.

Je reviens d'une visite de trois semaines en Syrie, ma première depuis 2006, où j'ai séjourné à Damas, Alep, Hama et Homs. Les Syrien·nes sortent d'un cauchemar qui a duré 50 ans sous les Assad, et on remarque d'abord un sentiment de liberté, symbolisé pour les étranger·es par le fait qu'on n'a plus besoin de visa; on présente son passeport à la frontière pour un tampon, comme on le fait en Suisse. La joie des Syrien·nes qui reviennent au pays est palpable. Une affiche à la frontière proclame «*La Syrie est à nous – à nous tous*» (*Souriya ilna – ilna kullna*). Et à la lumière de cette affirmation, il est logique que la Bibliothèque Assad de Damas ait été rebaptisée Bibliothèque Nationale et que l'Hôpital Universitaire Assad s'appelle dorénavant Hôpital National Universitaire.

Il y a une volonté d'associer les différentes communautés aux événements importants. À une cérémonie à laquelle j'ai assisté dans le grand auditorium de la Bibliothèque nationale en honneur des tués et des blessés des combats autour de Damas, les notables qui distribuaient les certificats comptaient quatre hommes en civil, un imam et un prêtre orthodoxe.

Les *moukhabarat*, les services secrets du régime Assad, ont disparu, ainsi que les *Chabiha*, les sbires brutaux des Assad qui accueillaient les visiteurs dans les hôtels avec leurs kalachnikovs. Les organisations étrangères d'aide au développement peuvent maintenant contacter directement leurs partenaires syriens.

Chez certain·es, la peur est toujours là: une personne rencontrée à Hama qui avait vécu le massacre de 1982 ne voulait pas raconter ce qu'elle avait vu. Mais une exposition temporaire au Musée national de Damas (une fondation pré-Assad), partie du projet «*Mémoire créative de la révolution syrienne*»³ commencé en 2013, montre des dessins, des poèmes, des portraits des disparu·es et autres tableaux qui documentent l'explosion de créativité pendant les années de guerre et répression. C'est une action de préservation indispensable pour s'appro-

prier le présent et le passé et concevoir un avenir juste pour tous et toutes.

On voit beaucoup de ruines et décombres en Syrie. Certains, comme à Homs au début de la révolution où les combats ont eu lieu avec de l'artillerie, rappellent le Beyrouth de la guerre civile. D'autres, par exemple à Alep où les Russes ont mené des bombardements aériens, font plutôt penser à Gaza. Mais la volonté de réparer et reconstruire est là. Dans les ruelles défoncées du centre historique d'Alep, les ateliers de fer forgé et de menuiserie marchent de nouveau et quelques boutiques s'appêtent à recevoir des touristes. Les hommes qui en 2012 sont partis pour éviter le service militaire reviennent avec leur passeport UE pour préparer leur réinstallation au pays. Des camions chargés de toutes les possessions des familles traversent lentement la frontière du Liban vers la Syrie – des réfugié·es qui rentrent à la maison.

Les inquiétudes relevées par van Gent (et autres) au sujet de la constitution et le danger d'autoritarisme sont bien réels. Les tensions entre communautés n'ont pas disparu, même si elles peuvent être gérées avec intelligence. Ainsi l'enclave kurde de Cheikh-Maqoud près des cimetières chrétiens à Alep a toujours ses propres checkpoints où le drapeau kurde flotte à côté du drapeau syrien. Mais dans un accord signé en avril entre le gouvernement syrien et les forces kurdes, cet enclave va être progressivement ramenée sous l'autorité du gouvernement, tout en gardant une certaine autonomie.

La Syrie fait face actuellement à des défis gigantesques, économiques, sociaux et politiques. Mais elle puise une grande force dans la libération d'énergies suite à la chute des Assad. Personne ne pense à revenir à la situation d'avant décembre 2024, qui a vu Bachar al-Assad utiliser des armes chimiques contre sa propre population et détruire des trésors historiques tels que les souks d'Alep. Défis, oui; dangers, probablement; risque de basculement, non.

Hilary Kilpatrick
De retour de Syrie
1^{er} juin 2025

1. *Archipel* juin 2025; une traduction plus exacte du titre en allemand aurait donné «*au risque du basculement*», plutôt que «*La Syrie au bord du gouffre*».

2. «*Syrie - Les transformations sous contraintes de Hayat Tahrir al-Cham*» et «*Syrie - À l'heure de la consolidation autoritaire du pouvoir*», *Archipel* mai et juin 2025,

3. <<https://creativememory.org/fr/>>.

Un florilège des émissions récentes sur Radio Zinzine



L'Iran aux prises avec l'histoire

Un entretien avec Bamchide Pourvali, Iranien, critique de cinéma avec qui nous avons déjà réalisé plusieurs émissions, disponibles sur le site de Zinzine. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10443>

Le barbare c'est l'autre, un entretien avec la juge Evelyne Sire-Marin, vice-présidente de la LDH

Le jour où le ministre de l'Intérieur parle dans un interview de lutter contre la barbarie tout en proposant d'emprisonner davantage les "jeunes délinquant·es" et de pénaliser les "mauvais parents", Evelyne Sire-Marin nous précise qu'en réalité, la délinquance juvénile reste relativement stagnante. Certes il est vrai qu'une certaine criminalité augmente, mais cela correspond à un abandon d'une partie de la jeunesse et à des manques de plus en plus criants au niveau des soins. Ainsi les jeunes filles placées dans les foyers sont parfois sujettes à la prostitution et rien n'est fait jusqu'à présent pour lutter contre ce scandale ... <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10416>

Semences décoloniales

Le samedi 31 mai, une rencontre a réuni plusieurs productrices et producteurs de semences, dont la plupart font partie du réseau "Semences nomades". Iels ont échangé sur leurs expériences dans le cadre d'un nouveau projet autour de semences, reliant la France et plusieurs pays du Moyen Orient. Sortir des banques de graines européennes des semences céréalières et potagères originaires de cette région, les cultiver pour ensuite les renvoyer "chez elles". Et aussi prendre des semences de variétés cultivées en Palestine, notamment dans la région de Hébron en Cisjordanie, et les cultiver en France afin d'assurer leur sauvegarde en cas de destructions sur place. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10388>

L'épouvantail des Frères musulmans, un entretien avec Franck Frégozi

Le 21 mai, le ministre de l'Intérieur déclassifiait un rapport annoncé comme une révélation sur l'entrisme que ferait la confrérie des Frères musulmans dans la société française. Franck Frégozi, spécialiste de l'islam en France, a été consulté par les auteurs du rapport. Mais il ne cache pas sa déception sur le résultat. Tant sur la méthode: au lieu d'une synthèse des points de vue on ne trouve qu'une seule ligne, celle des tenants d'une gestion policière de l'islam et son assimilation. Et sur le fond il y a une tendance à considérer comme invasifs les signes identitaires, surtout quand ils viennent de l'islam, alors que l'accroissement des signes identitaires concernent toutes les cultures. De même ce n'est pas parce que les signes identitaires sont plus visibles qu'ils signifient une volonté prosélyte. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=10358>